



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ 2023 - DCAT-BEPE-153 du

25 JUL. 2023

**mettant en demeure la société Steelcase de respecter la prescription
de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 5 février 2018
autorisant la société Steelcase à construire une rétention des eaux incendie
dans le lit majeur de la Bièvre, sur son site de Sarrebourg**

**Le préfet de la Moselle
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 171-7 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-132 du 6 mai 2002 autorisant la société Steelcase à exploiter une usine de fabrication de sièges et de parois de bureau ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018_DCAT_BEPE_30 du 5 février 2018 autorisant la société Steelcase à construire une rétention des eaux d'incendie dans le lit majeur de la rivière « Bièvre » sur son site à Sarrebourg ;

Vu l'arrêté DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral DCL n° 2023-A-06 du 6 février 2023 portant organisation des suppléances des sous-préfets dans le département de la Moselle ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement suite à la visite d'inspection du 21 juin 2018 constatant l'absence de plantation des saules blancs requis en compensation de la création de la digue ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite d'inspection du 10 octobre 2019 constatant que les saules blancs n'étaient toujours pas plantés ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite d'inspection du 7 mars 2022 ;

Vu les rapports de l'inspection des installations classées suite aux visites d'inspection des 9 mars 2023 et 9 juin 2023 ;

Vu l'information de l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure le 3 juillet 2023 et l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté dans les délais impartis ;

Considérant que la création de la digue en point bas du site de Steelcase Sarrebourg, en lit majeur de la rivière « Bièvre », a pour conséquence de soustraire une partie de la zone d'expansion de crue de cette rivière, et donc d'augmenter le niveau d'eau en amont ;

Considérant que les mesures compensatoires proposées par la société Steelcase permettent de compenser intégralement les volumes soustraits à la zone d'expansion de crue ;

Considérant que les bouturages de saules blancs plantés à plusieurs reprises depuis 2019 n'ont pas pris et que les mesures compensatoires proposées ne peuvent pas être mises en œuvre ;

Considérant qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du code de l'environnement aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 : prescriptions à respecter

La société Steelcase située rue Auguste Lumière à Sarrebourg est mise en demeure de respecter l'article **4 de l'arrêté préfectoral du 5 février 2018** : « [...] la vocation forestière est assurée par la plantation de 100 boutures de saules blancs (bouture de 1,5 mètres de long et 1 à 3 cm de diamètre, enfoncé de 1 à 30 cm dans le sol) [...] » dans un délai de **12 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant pourra proposer une solution alternative en déposant un porter à connaissance, conformément aux dispositions de l'article R 181-45 du code de l'environnement.

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Steelcase.

Une copie est adressée à la sous-préfète de l'arrondissement de Sarrebourg – Château-Salins et au maire de Sarrebourg.

Pour le préfet
Pour le secrétaire général absent



Philippe Deschamps

Délais et voies de recours

En vertu de l'article L 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

« Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée ».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

